



CHAPITRE II :
ACTIVITE ECONOMIQUE
ET PRIX

CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE ET PRIX

Les paramètres économiques fondamentaux de l'année 2005 confirment les performances des années 2002 à 2004. Le produit intérieur brut de l'année 2005 est encore en hausse appréciable, les échanges extérieurs dégagent un excédent record, la demande, malgré un léger recul aussi bien de la consommation que de l'investissement, continue à progresser. Le chômage recule pour la cinquième année consécutive et l'inflation est contenue à un niveau faible.

Pour la troisième année consécutive, la croissance économique a été vigoureuse en dépit de légères baisses dans les secteurs du bâtiment et travaux publics et des services marchands qui avaient tiré la croissance l'année précédente et aussi du ralentissement, pour la seconde année consécutive, de l'expansion du secteur de l'agriculture.

Le produit intérieur brut a progressé de 5,1 % en 2005 ; soit une croissance significative et quasiment identique à celle de l'année précédente (5,2 %). Hors agriculture, elle est légèrement moins contrastée : les légers reculs enregistrés par certains secteurs sont compensés par des hausses toutes aussi légères dans d'autres secteurs.

Par contre, la croissance de la demande intérieure, aussi bien celle de la consommation que celle de l'accumulation brute de fonds fixes, a notablement diminué puisqu'elle a perdu 2,4 points de croissance par rapport à 2004. La consommation a enregistré une expansion de 4,2 % contre 5,5 % en 2004, pendant que l'accumulation brute de fonds fixes a perdu 0,2 point de croissance pour s'établir à un rythme de 7,9 % en 2005.

Les échanges extérieurs, toujours favorables depuis 2000, continuent à contribuer fortement à la consolidation de la stabilité macro-financière. L'excédent des échanges de biens et services

a connu une augmentation exceptionnelle de 111,7 % en raison de la forte progression (46,0 %) des exportations en valeur, avec une croissance de 5,3 % en volume, et de la hausse modérée des importations (10,2 % contre 27,4 % en 2004), conséquence du léger ralentissement de l'expansion de l'investissement et de la croissance de la consommation finale.

Avec des contributions plus équilibrées, comparativement à l'année 2004, de l'ensemble des secteurs d'activité hors agriculture à la croissance économique en 2005, le taux du chômage a reculé de près de 2,5 points pour s'établir à 15,3 % de la population active. La croissance élevée mais moindre que celle de l'année précédente dans les deux secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois, que sont le BTP et les services, explique cette baisse du taux de chômage en 2005. Par ailleurs, la légère décélération du rythme d'expansion de la demande a contribué à la désinflation. Mesuré par l'indice national des prix à la consommation, le rythme d'inflation est tombé à 1,9 % en 2005 contre 4,6 % en 2004.

II.1- PRODUCTION, DEMANDE ET CROISSANCE

En dépit du recul du taux de croissance dans l'agriculture et de la moindre contribution du bâtiment et travaux publics et des services non marchands, la hausse du produit intérieur brut hors hydrocarbures se maintient à un taux appréciable de 4,70 % et celle du secteur des hydrocarbures se situe à 5,8 % et ce en contexte d'augmentation significative de la production d'hydrocarbures en 2005 par rapport à 2004. La croissance du PIB, toujours tirée par celle des secteurs du BTP et des services, est donc plus équilibrée que celle enregistrée en 2004.

II.1.1- Evolution de l'activité

Hors agriculture, la croissance des secteurs a donc été un peu moins contrastée qu'en 2004. Les plus fortes hausses en volume ont encore été enregistrées par le secteur du BTP qui n'a perdu que 0,9 point de croissance pour s'établir à 7,1 % en 2005 et les services marchands dont l'expansion a perdu 2,1 points par rapport à son rythme de 2004 pour s'établir à 5,6 %. Par contre, la croissance a gagné 2,5 points dans le secteur des hydrocarbures

pour atteindre 5,8 %, pendant que le secteur de l'agriculture a réalisé une croissance de seulement 1,9 % contre 3,1 % en 2004 et 19,7 % en 2003.

En effet, la production céréalière a diminué pour se limiter à 35 millions de quintaux en 2005 contre 40,3 millions de quintaux l'année précédente et 42,6 millions de quintaux en 2003. L'inégale répartition saisonnière de la pluviométrie et surtout sa faiblesse à certaines périodes cruciales pour les productions végétales explique ce recul de la production céréalière.

Les productions végétales hors céréales, beaucoup moins volatiles en raison de l'extension des capacités d'irrigation, ont progressé de 4 %, rythme comparable à celui de l'année précédente (4,5 %).

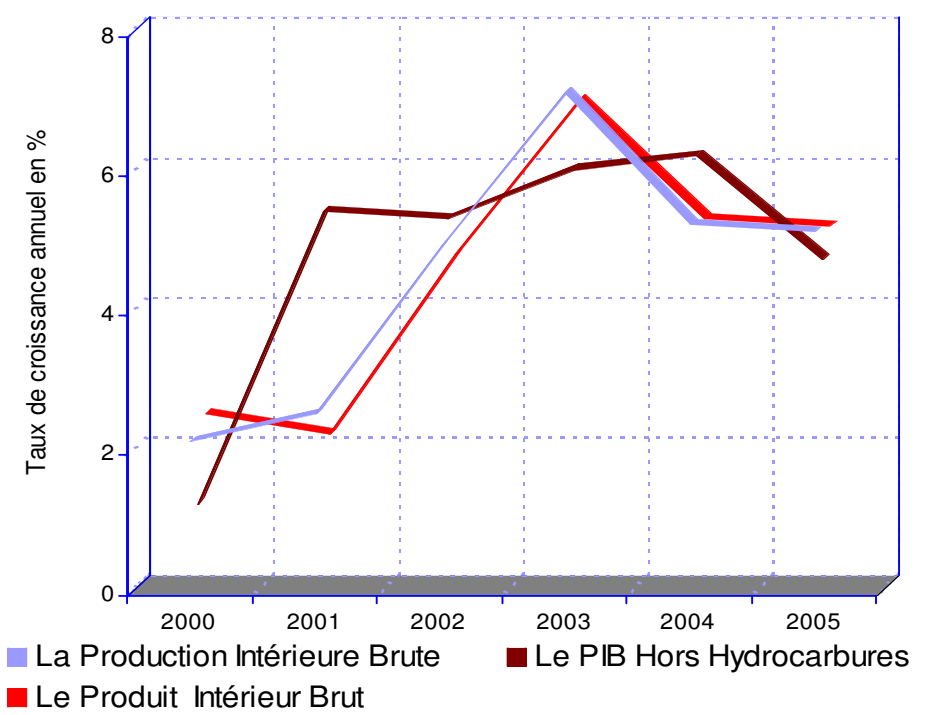
Ainsi, l'expansion du secteur agricole, qui contribue pour 19,4 % à la valeur ajoutée hors hydrocarbures en 2005, reste toujours tributaire de la croissance de la production céréalière. Cette dernière, compte tenu du caractère fluctuant de ses performances en raison de l'irrégularité de la pluviométrie et de son poids relatif dans la production agricole totale, ne doit pas occulter les bonnes performances des autres branches de la production agricole dont l'expansion est soutenue et régulière.

Le secteur des hydrocarbures demeure prépondérant dans l'activité économique avec 53,2 % de la valeur ajoutée totale hors services des administrations publiques en 2005 contre 46 % en 2004. Les exportations d'hydrocarbures ont atteint 93,2 % des exportations totales de biens et services. Corrélativement, la fiscalité pétrolière s'est accrue et contribue désormais pour 73,7 % des recettes budgétaires, en hausse respectivement de 7,1 et 5,1 points par rapport aux deux années précédentes 2004 et 2003 durant lesquelles elle atteignait 66,6 % et 68,6 %.

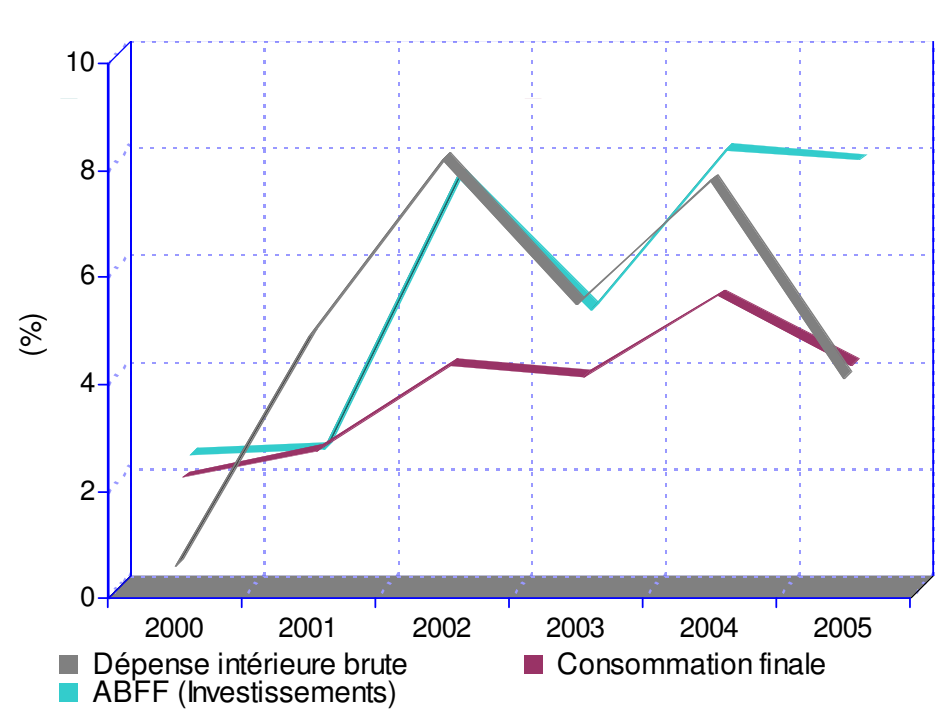
Avec une progression du prix du pétrole de 41,4 %, l'expansion en valeur du secteur des hydrocarbures a été exceptionnelle en 2005 de sorte que sa contribution au produit national s'est établie à 53,2 % de la valeur ajoutée totale. Conjuguée à une croissance en volume de 5,8 % et en progression de 2,5 points

SECTEUR REEL

GRAPHIQUE 3
EVOLUTION DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE & DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (EN VOLUME)



GRAPHIQUE 4
EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE EN (VOLUME)



par rapport à 2004, la croissance de sa valeur ajoutée a atteint 45,7 %.

Le bâtiment et les travaux publics (BTP) confirment leur dynamisme en réalisant une croissance en volume de 7,1 % après la forte hausse de 8 % enregistrée en 2004. Le niveau élevé des dépenses d'équipement de l'Etat, lié à la réalisation des programmes d'infrastructures et de logements, explique cette expansion toujours vigoureuse et la plus élevée de toutes les branches d'activité.

Les indicateurs conjoncturels de ce secteur, notamment, la production de ciment et de matériaux de construction confirment son rythme élevé de croissance. En 2005, les disponibilités (production et importations) en ciment sont en hausse de 6,3 % en dépit d'une diminution des importations de ce produit. Il en est de même des matériaux de construction. La livraison de 104900 logements locatifs en 2005, hors autoconstruction, reflète l'expansion de ce secteur dont l'offre demeure insuffisante au regard de la demande solvable.

Hors hydrocarbures et avec une proportion constante de près de 18,8 % dans la valeur ajoutée, le secteur du BTP est le deuxième par sa contribution au produit national, devançant de 5 points le secteur industriel.

Par ailleurs, et après son importante hausse de 7,7 % de l'année antérieure, le secteur des services poursuit sa croissance au rythme soutenu de 5,6 % en volume en 2005. Cette activité a participé pour près de 35,2 % à la valeur ajoutée hors hydrocarbures, proportion en légère augmentation. Elle a créé près du quart de la valeur ajoutée totale (22,8 %).

La croissance du secteur des services dont la valeur ajoutée est constituée à près de 85 % par les activités de transport/communication et de commerce/distribution est principalement générée par l'expansion du commerce extérieur. Les importations de marchandises ont en effet augmenté de près de 10,6 % en valeur en 2005 après leur très forte expansion de 25,6 % l'année précédente.

Parallèlement aux autres secteurs d'activité qui ont tous enregistré une croissance forte ou appréciable, stimulée par une dépense publique élevée pour le BTP et une grande disponibilité de biens avec l'augmentation des importations, l'expansion de l'industrie est relativement stable (-0,1 point). En volume, le rythme de croissance du secteur de l'industrie est de 2,5 %, mais ses contributions à la valeur ajoutée totale et à la valeur ajoutée hors hydrocarbures ne sont plus respectivement que de 6,2 % et 9,5 %. Ce qui représente la plus faible contribution sectorielle.

Au total, l'économie nationale fait donc preuve d'un dynamisme certain depuis l'année 2002, la première année de plein effet du programme de soutien à la relance économique. Bien que la croissance soit toujours tirée par les secteurs du BTP, des services et des hydrocarbures (en 2005), elle apparaît plus équilibrée que par le passé, avec cependant une croissance modérée de l'industrie en 2005.

En effet, le programme de soutien à la relance économique a ouvert une ère de croissance vigoureuse et soutenue et a engendré une forte baisse du chômage de 12 points en trois ans dont le taux a régressé de 27,3 % en 2001 à 15,3 % en 2005. Cette nette amélioration de l'emploi demeure encore en deçà du potentiel de création d'emplois, d'autant plus qu'une partie des créations d'emploi serait constituée d'emplois temporaires.

Pour consolider cette expansion appréciable de l'économie nationale et asseoir une croissance endogène auto-entretenu, il est vital de continuer à en diversifier les sources en créant les conditions favorables à la relance de l'investissement productif hors hydrocarbures, en particulier dans les secteurs industriels et de services hors transport et commerce. L'intensification de cette diversification permettrait une croissance forte et durable de l'économie nationale à même de répondre durablement aux besoins d'emploi, de logement, d'éducation et de santé de la population.

II.1.2 - Production industrielle

Les premières prévisions de clôture relatives à la valeur ajoutée indiquent que la croissance en volume de l'industrie hors hydrocarbures est de 2,5 % en 2005 dont 3,4 % pour le secteur public et 1,7 % au titre du secteur industriel privé.

Les données de l'Office national des statistiques relatives à l'indice de la production industrielle du secteur public (base 1989) montrent que la production de ce dernier a progressé de 1,4 % en moyenne annuelle, en hausse de 1 point de pourcentage par rapport à la croissance enregistrée en 2004.

Hors hydrocarbures, l'indice de la production industrielle du secteur public progresse modérément (0,7 %) en 2005 et indique un léger redressement de l'activité après la forte baisse de 1,8 % de l'année précédente. Cependant, son niveau reste en deçà de celui de l'année 2000 tant pour l'industrie manufacturière (-7 points) que pour l'industrie hors hydrocarbures (-0,6 point).

L'indice du secteur des hydrocarbures a progressé de 3,1 % en 2005, en augmentation de 2 points par rapport à son expansion de l'année passée. Cette évolution est inhérente aux augmentations de production des activités de production de pétrole brut et de gaz naturel (+4 %) et, dans une moindre mesure, de celles de liquéfaction de gaz naturel. L'activité de raffinage de pétrole brut a enregistré, quant à elle, une croissance négative de 1,1 %. Les évolutions positives des productions de brut et de gaz naturel sont dues, pour l'essentiel, à l'expansion des productions des gisements exploités en association.

Quant à l'indice de la production industrielle hors hydrocarbures, s'il a progressé globalement de 0,7 % en 2005 contre 0,1 % en 2004, l'évolution de la majorité des secteurs d'activité connaît des fluctuations de très forte amplitude et une tendance déclinante.

En effet, l'évolution des indices sectoriels de la production industrielle publique hors hydrocarbures montre que seul le secteur de l'eau et énergie enregistre des taux de croissance positifs

et appréciables depuis plusieurs années. Au sein des industries manufacturières publiques, seuls les ISMME et les matériaux de construction n'ont connu qu'une seule année de croissance négative de leur indice de production depuis six ans. Les indices des autres secteurs enregistrent des évolutions soit fortement volatiles et tendanciellement négatives (industries diverses et chimiques), soit des évolutions régulièrement et fortement négatives de leurs productions (industries agro-alimentaires, textiles et cuirs et peaux). Cette évolution doit cependant être nuancée du fait de la privatisation des entreprises de certains secteurs et donc de la baisse du nombre d'entreprises publiques, baisse qui engendre naturellement le recul de la production.

Pour la première fois depuis six ans, l'indice de la production des industries sidérurgique, métallurgique, mécanique et électrique, décroît de 4,1 %. Ce repli est le fait des seules industries mécaniques et électriques, car les productions des industries sidérurgique et métallurgique se sont accrues, quant à elles, de 5 % et 1,5 % respectivement.

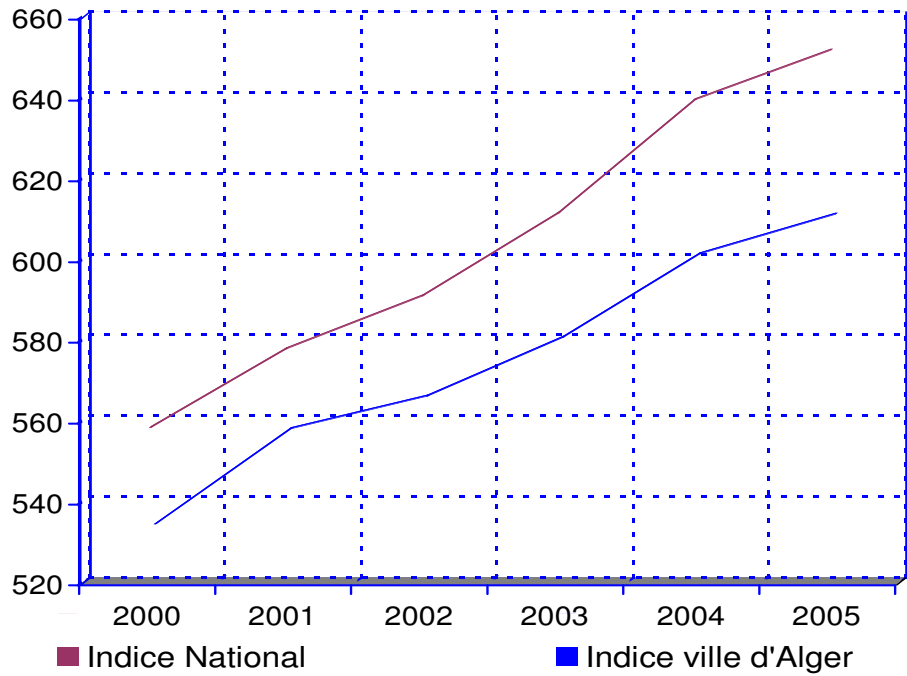
La production de la branche énergie maintient son rythme élevé et régulier d'expansion depuis plusieurs années. Après la hausse de 5,8 % de son indice en 2004, elle réalise un taux de croissance beaucoup plus élevé cette année avec 9,5 %. C'est le seul secteur dans l'industrie hors hydrocarbures qui ait plus que doublé son indice de production depuis 1989. Ceux de tous les autres secteurs de l'industrie hors hydrocarbures sont en 2005 inférieurs à leurs niveaux de 1989.

Après son recul de 1 % au cours de l'année précédente, l'indice de la production du secteur des mines et carrières a connu une très forte progression (12,9 %) en 2005. Le fait marquant dans cette évolution est la progression de l'ensemble des activités de cette industrie et, notamment, celles d'extraction des minerais non ferreux (148,9 %), d'extraction de sel (25,2 %) et de minerai de phosphate (28,1 %). Après que ces activités aient enregistré une contre-performance l'année précédente, l'évolution positive de la production en 2005 traduit donc un retour aux niveaux de production antérieurs plus qu'une croissance réelle des capacités de production.

PRIX A LA CONSOMMATION

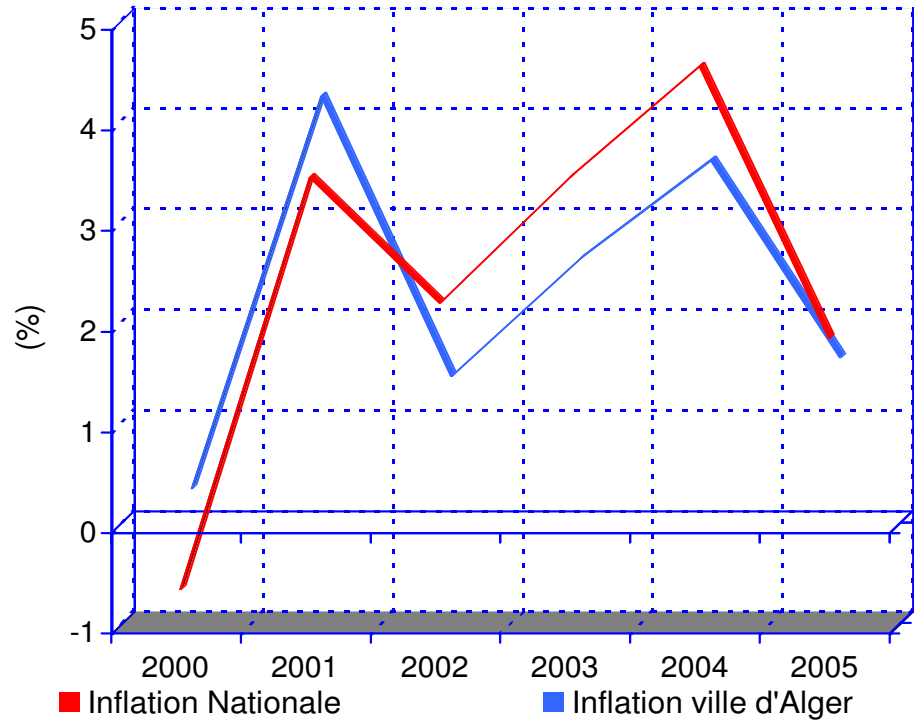
GRAPHIQUE 5

INDICE ANNUEL



GRAPHIQUE 6

INFLATION MOYENNE ANNUELLE



Le secteur des matériaux de construction n'a pu réitérer au cours de l'année 2005 la forte augmentation de son indice de production de 8,8 % réalisée en 2004. Ce secteur a progressé de 4,9 % en 2005. Cette année encore, la forte augmentation de l'indice de la production des liants hydrauliques (9,4 %) et celle, beaucoup moins élevée, des produits rouges (1,1 %) ont permis d'atteindre ce niveau de croissance en dépit de la très forte baisse de la production de céramique (9 %), de verre (8,9 %) et des matériaux de construction divers (5,2 %).

Après la baisse de 1,8 % de l'indice de la production du secteur de la chimie en 2004, cette activité a réussi à augmenter sa production de 3,8 % grâce à la forte expansion de la production des résines synthétiques et matières plastiques (304,3 %), de la chimie organique de base (94,4 %) et des autres produits chimiques (4,2 %). A l'exception de la production de peinture, les indices de production de toutes les autres activités de cette industrie ont fortement baissé et, notamment, celles qui, l'année précédente, avaient enregistré des taux de croissance très élevés. L'indice de la production des produits pharmaceutiques a reculé de 7,7 % contre une croissance de 17,4 % en 2004 ; celui des engrais et pesticides a perdu 21,2 % contre une augmentation de 15,8 %.

La filière agroalimentaire publique continue de s'effondrer avec une baisse de 14,4 % de son indice de production, après la baisse de 15,7 % en 2004 qui succédait à la chute de 20,6 % de l'année 2003. A l'exception de la fabrication des corps gras (12,6 %) et de la production des tabacs et allumettes (4,9 %), cette très forte régression est générale et concerne la quasi-totalité des branches de cette activité du secteur public. Le recul de l'indice de la production de la branche des boissons non alcoolisées est voisin de 50 % en 2005 ; cette baisse est de 37,9 % pour le travail de grains.

Après l'exceptionnelle croissance de 11,8 % enregistrée l'année précédente, l'évolution de l'indice de la production en volume de l'industrie du cuir et chaussures revient à ses tendances passées en enregistrant une très forte baisse de 18,3 %, à laquelle ont contribué inégalement les deux activités de production de biens intermédiaires et de biens de consommation en cuir.

L'industrie textile publique dont la production, avec celle des cuirs, affronte la plus forte concurrence des produits importés et qui régressait régulièrement depuis plus d'une décennie, s'est légèrement redressée en 2005 avec une progression de 0,6 % grâce à l'augmentation de la production des biens de consommation textile. Mais son niveau est désormais inférieur au quart de ce qu'il était à l'année de base de l'indice (1989).

La production des industries publiques du bois, liège et papier qui avait enregistré des baisses modérées ou faibles au cours de ces dernières années, s'est effondrée (-15,9 %) en 2005. Cette évolution défavorable est le résultat d'importantes chutes de production de l'ensemble des activités de ce secteur. Si en 2004, l'exceptionnelle augmentation de la production de liège avait compensé les faibles performances des autres branches, le recul de l'indice de la production (42,3 %), conjugué aux baisses de l'indice de production des autres activités, a abouti à une baisse générale de l'indice de production de cette branche de 15,9 %.

Au total, le secteur industriel public et privé ne tire pas tout le profit escompté de la dynamique de croissance de l'économie nationale impulsée par l'expansion de la dépense publique d'équipement et, corrélativement, par la hausse tendancielle de la demande globale.

Seuls les secteurs de l'eau et énergie et dans une moindre mesure les secteurs des ISMME (notamment la sidérurgie et la métallurgie) et des matériaux de construction enregistrent des croissances positives et appréciables de leurs indices de production. La production des autres secteurs publics est tendanciellement déclinante, alors que l'expansion économique globale est robuste.

L'impératif de modernisation et de renforcement de l'outil industriel public et privé, par la mise en place des conditions organisationnelles, réglementaires et financières, indispensables à la reprise vigoureuse de l'investissement, est plus que jamais d'actualité pour que la croissance forte de ces dernières années, impulsée par les dépenses budgétaires, profitent également à l'expansion de la production intérieure.

II.1.3 - Demande

En 2005, la dépense intérieure brute a progressé de 4,1 % en volume, soit un recul de 3,7 points de pourcentage par rapport à l'année 2004.

L'effort d'investissement s'est poursuivi mais à un rythme moins élevé que celui de l'année précédente ; sa croissance ayant diminué de 0,2 point pour atteindre 7,9 % en 2005.

L'accroissement à hauteur de 12,7 % de l'accumulation brute de fonds fixes en valeur a porté le poids de l'investissement dans la dépense intérieure brute de 28,1 % en 2004 à 29,3 % en 2005, soit une progression annuelle de 1,2 point. L'investissement de l'Etat n'a augmenté que de 8,3 % en valeur, soit 694 milliards de dinars pour l'année 2005 contre 640,7 milliards en 2004. La consommation finale, quant à elle, a perdu 1,3 point pour s'établir à 4,2 % de rythme de croissance, une expansion plus faible que celle de l'investissement. Ce recul du taux de croissance est imputable au ralentissement de la croissance de la consommation des ménages qui a perdu 1 point par rapport à son rythme de 2004, et au ralentissement de la croissance de la consommation des administrations qui a perdu 2,1 points à hauteur de 2,4%.

Les exportations de biens hors hydrocarbures demeurent relativement stables à leur faible niveau et contribuent donc peu à la croissance économique. En revanche, les importations de marchandises (CAF) ont fortement progressé de 10,6 % passant de 1374 milliards de dinars à 1520 milliards de dinars. Selon les catégories de produits, les importations de biens d'équipement ont enregistré la plus forte croissance à hauteur de 17,1 % en valeur contre 9 % pour les biens de consommation et 9,2 % pour les biens intermédiaires. Ces progressions inégales reflètent bien celles de leurs déterminants que sont les évolutions de l'investissement et de la consommation, notamment celle des ménages.

Enfin, l'impact de l'expansion de la dépense intérieure brute sur la croissance des secteurs est très contrasté. L'inégale flexibilité de l'offre sectorielle domestique explique en grande

partie les niveaux différenciés de croissance des diverses branches, notamment, les taux élevés de progression du BTP et des services (commerce et transport), d'une part, et les niveaux de croissance beaucoup plus faibles de l'industrie manufacturière (publique et privée) et de certains services, d'autre part.

Au total, la croissance plus modérée de la demande, et en dépit de la relative rigidité de l'offre de certains produits pour lesquels les importations ne peuvent combler l'écart de la demande et de l'offre domestiques (produits agricoles frais, services...), a conduit à une désinflation à en juger, par la baisse du rythme de la hausse des prix qui s'établit à 1,9 % pour l'indice national et à 1,6 % pour l'indice du Grand Alger.

II.2 - EVOLUTION DES PRIX

La hausse des prix de détail qui s'était accélérée au cours des deux années précédentes s'est considérablement ralentie en 2005.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation du Grand Alger a reculé à hauteur de 1,6 % pour l'année 2005, après avoir atteint 2,6 % en 2003 et 3,6 % en 2004, soit la performance (1,4 %) de l'année 2002. Au niveau national, la hausse est légèrement plus élevée. L'indice national a enregistré une variation des prix de détail de 1,9 % en 2005, en baisse de 2,7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Pour la troisième année consécutive, la désinflation sur les marchés de gros des fruits et légumes s'est poursuivie. La hausse des prix de gros a été contenue à 1,7 % en 2005, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Par contre, les indices généraux des prix à la production industrielle des deux secteurs, public et privé, ont fortement progressé en 2005.

En moyenne annuelle, l'indice des prix hors hydrocarbures du secteur public a augmenté de 3,5 % et l'indice général des prix

du secteur privé a enregistré sur la même période une hausse de 2,2 %. Cette hausse élevée des prix est néanmoins en baisse d'un point de pourcentage pour le secteur public par rapport à l'année 2004. Par contre, l'inflation s'est accélérée dans le secteur industriel privé en progressant de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2004.

II.2.1 - Prix à la production industrielle

L'indice des prix hors hydrocarbures du secteur public a atteint 911,7 points en 2005, reflétant une forte hausse de 3,5 % des prix des produits industriels du secteur public. L'inflation, encore élevée, est néanmoins en recul par rapport à celles des deux années précédentes au cours desquelles son rythme avait enregistré des hausses de 4,5 % en 2004 et de 3,6 % en 2003.

Par contre, la hausse de l'indice des prix des produits du secteur industriel privé, modérée en 2003 (0,6 %), s'est accélérée depuis pour atteindre 1,5 % en 2004 et même 2,2 % en 2005.

L'évolution du niveau général des prix du secteur industriel s'explique par les effets opposés de la baisse du rythme de croissance de la demande intérieure globale qui a perdu 2,4 points de pourcentage, de la forte croissance du secteur du BTP, de la faible croissance de la productivité et, dans une moindre mesure, de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux.

Contrairement à l'année précédente au cours de laquelle tous les secteurs d'activité de l'industrie publique avaient enregistré des hausses supérieures à 2 % en moyenne annuelle, les prix de deux d'entre-eux ont baissé en 2005. L'indice des prix des six autres secteurs a connu des hausses considérables, toutes supérieures à 2,3 %, culminant à 9,8 % pour les industries sidérurgiques et métallurgiques (ISMME).

La hausse de l'indice des prix des produits des secteurs sidérurgiques, métalliques et mécaniques s'est accélérée passant de 5,2 % en 2004 à 9,8 % en 2005. Aussi et depuis trois ans, l'inflation annuelle moyenne de ce secteur est supérieure à 5 %.

Neuf des 13 branches que compte ce secteur d'activité ont enregistré des hausses dont six sont supérieures à 7,5 %. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les deux branches de la sidérurgie (14,2 %) et de la fabrication des biens intermédiaires métalliques et mécaniques (12,1 %). A elles deux, ces branches représentent plus de la moitié de la pondération de leur secteur d'activité (51 %) dans l'indice des prix. Cette hausse est principalement due à la forte demande d'acier du secteur du BTP et des activités de transformation ainsi qu'à l'important renchérissement (7 %) des prix du minerai de fer qui avaient déjà augmenté de 14 % en 2004.

Toutes les industries de transformation de l'acier ont répercuté une partie de cette forte hausse. Les trois branches de fabrication de biens d'équipement (mécanique, métalliques et de véhicules industriels) ont enregistré des hausses supérieures à 8 % après celles de plus de 6 % l'année précédente. L'inflation de ces branches s'est donc accélérée. La branche de transformation de fonte et de l'acier a connu la plus forte hausse du secteur avec une augmentation de 14,2 % en 2005.

La seconde plus forte hausse a été enregistrée dans le secteur de l'énergie dont l'indice a progressé de 7,8 % en 2005 contre 5,4 % l'année précédente. Cet indice qui a dépassé 1000 points a progressé de 19 % en 4 ans et les hausses annuelles sont croissantes.

Les prix du secteur du cuir et de la chaussure ont fortement augmenté avec une hausse de 6,9 % en 2005. Cette branche qui, tout autant que celle des textiles, est soumise à une forte concurrence avait contenu ses prix en 2004 ; ils avaient crû au rythme modéré de 1,6 %, inférieur à l'inflation moyenne du secteur industriel public.

Le secteur de la chimie a connu la même évolution que le secteur du cuir et de la chaussure. Alors que ses prix étaient maîtrisés au cours des deux années précédentes avec une baisse des prix de 0,5 % en 2003 et une hausse modérée de 1,7 % l'année suivante, l'inflation a atteint 5,1 % en 2005. Deux branches sont à l'origine de cette inflation : la chimie minérale de base et la

fabrication de peintures dont les prix ont respectivement progressé de 11,0 % et de 7,5 % en 2005.

La hausse de l'indice des prix de la branche de production du bois et papier, encore élevée à hauteur de 3,6 % en 2005, s'est notablement ralentie après avoir culminé l'année précédente à 8,5 %. Deux branches ont vu leurs prix baisser de plus de 3 % : l'industrie de l'ameublement (-3,7 %) et la fabrication du papier (-3,2 %). La menuiserie générale est la seule activité dont les prix ont augmenté, avec un rythme très élevé (12,1 %). L'inflation de ce secteur s'explique donc par la seule dérive des prix des produits de menuiserie générale qui contribue pour 41 % à la pondération totale de la branche dans l'indice des prix. Pour cette branche aussi, la hausse s'explique en partie par la forte demande induite par l'expansion des secteurs du BTP.

Après trois années de forte inflation, supérieure à 7,0 % en moyenne annuelle, le secteur d'activité des mines et carrières a retrouvé un rythme d'évolution des prix plus modéré. En 2005, la hausse de l'indice des prix de ce secteur est de 2,9 % et se situe en deçà de l'inflation moyenne de l'industrie publique. Ce ralentissement significatif est probablement dû à la forte croissance de l'offre (12 %), au ralentissement de l'expansion de la demande du secteur du bâtiment, dont la croissance a été moins vigoureuse que l'année précédente et au niveau général des prix déjà très élevé ; l'indice de ce secteur ayant atteint 1154 points, soit après celle du secteur agrolimentaire, la plus forte inflation depuis l'année de base (1989).

Exceptée l'extraction du minerai de fer qui a enregistré une forte hausse de 7 % de l'indice des prix, toutes les autres activités ont connu des augmentations plus faibles, voisines de 3 %. Par ailleurs, la forte baisse de l'indice des prix (5,2 %) de l'activité d'extraction de sel compense, en partie, la très forte augmentation de l'année précédente (15,3 %).

L'indice des prix de l'activité textile qui avait enregistré une forte hausse de 4,0 % en 2004 a connu une augmentation modérée de 0,9 % en 2005. Cette évolution est le résultat de deux mouvements opposés des prix des activités qui constituent ce

secteur, soit la baisse de 3,5 % de l'indice des prix de la fabrication des biens de consommation et la hausse de 5,7 % de celui de la fabrication des biens intermédiaires.

Les prix de l'industrie agro-alimentaire ont baissé de 0,1 % après avoir connu trois années de forte hausses supérieures à 3,6 %. Cette évolution est cohérente avec celle des prix de gros des fruits et légumes dont l'inflation se ralentit depuis trois ans (2,1 % en 2004 et 1,7 % en 2005). Quasiment toutes les activités de ce secteur ont maîtrisé leurs prix qui sont soit en légère baisse à des taux inférieurs à 1 % pour quatre branches, soit stables pour quatre autres. Ainsi, seules deux activités de ce secteur ont enregistré des hausses de prix significatives. En effet, la fabrication de conserves de fruits et légumes a vu son indice des prix augmenter de 5,7 % et celui de l'industrie du sucre progresser de 5,1 % .

L'indice des prix dans le secteur d'activité "matériaux de construction et verre" a baissé de 2,8 % en 2005, après avoir connu une hausse modérée de 1,5 % l'année précédente. En la matière, l'inflation s'est ralentie pour la seconde année consécutive, positive en 2003 avec 3,6 %, elle est donc devenue négative en 2005. Trois des principales activités qui représentent ensemble près de 70 % de la pondération du secteur dans l'indice ont enregistré des baisses de prix.

La plus forte baisse est le fait de la branche de la fabrication des liants hydrauliques qui, avec 5,5 % en 2005, compense la hausse de 3,5 % de l'année 2004. Les activités de fabrication de céramique et de verre ont aussi connu des baisses de leur indice des prix, respectivement de 1,9 % et de 0,6 %. Les deux hausses dans ce secteur concernent la fabrication de ciment et de produits rouges avec respectivement 1,7 % et 1,2 %, une inflation qui s'explique en partie par la hausse des prix de l'énergie dont ces activités sont fortes consommatrices.

En matière de prix, les performances du secteur industriel privé se détériorent. L'indice des prix à la production industrielle et celui des industries manufacturières ont tous deux progressé de 2,2 % en 2005 et la tendance de l'inflation est croissante, négative.

tive en 2002 (- 0,5%), la hausse des prix s'est accélérée au cours des trois années suivantes pour aboutir à 1,5 % en 2005.

Les prix à la production industrielle ont augmenté dans la quasi-totalité des secteurs d'activité de l'industrie privée. A l'exception du secteur de la chimie dont les prix sont demeurés stables, les huit autres secteurs ont enregistré des hausses significatives. Les évolutions de prix des différentes branches sont très contrastées. Les hausses de quatre secteurs d'activité sont plus élevées que celles des mêmes secteurs publics et celles de cinq autres sont par contre plus faibles. Ainsi la hausse de l'indice des prix du secteur des industries diverses, la plus élevée du secteur de l'industrie privée, avec 7,9 % dépasse de 5,6 points de pourcentage celle de son homologue public et, par contre, la hausse de l'indice des prix des industries sidérurgiques et mécaniques est inférieure de 5 points à celle de la même activité du secteur public.

Outre celle des industries diverses, il faut relever deux hausses importantes de l'indice des prix, à savoir 4,8 % pour l'industrie agro-alimentaire et 2,8 % pour les industries sidérurgiques et métallurgiques. Les quatre autres hausses de prix sont toutes inférieures à 1,8 %.

Malgré l'accélération de la hausse moyenne annuelle de l'indice des prix de l'industrie privée, six des neuf secteurs d'activité qui la constituent ont réalisé de bonnes performances. Le rythme de l'inflation s'y est ralenti et son amplitude demeure modérée. Il convient de relever la tendance baissière des prix de l'industrie textile privée, la plus exposée à la concurrence. De 6 % de hausse en 2003, l'inflation a été contenue à 1,9 % en 2004 et elle se limite à 0,4 % en 2005.

Alors que depuis quatre années, l'inflation continue à s'accélérer dans le secteur privé, un ralentissement de la hausse de l'indice des prix de l'industrie publique est enregistré pour la première fois. L'inflation de l'industrie privée est encore inférieure de 1 point de pourcentage à celle de l'industrie publique, mais les deux taux semblent lentement converger du fait de l'unification des marchés.

II.2.2 - Evolution des prix à la consommation

Après l'accélération au cours des deux années précédentes, les prix de détail, tels que mesurés par l'indice des prix à la consommation, ont augmenté modérément et le rythme de hausse s'est notablement ralenti. L'indice national, base 100 en 1989, a atteint 656,7 points en décembre 2005 progressant de 1,9 % en moyenne annuelle et celui du Grand Alger, avec 620,0 points, indique une hausse de seulement 1,6 %. Ces performances sont d'autant plus significatives que ces taux sont inférieurs, respectivement, de 2,7 points et de 1,0 point de pourcentage à leur niveau de l'année précédente.

En effet, la hausse de l'indice du Grand Alger enregistrée en 2005 est la plus faible depuis trois ans. Après sa forte accélération au cours des deux années précédentes, la hausse des prix de détail a été contenue et a retrouvé un rythme plus modéré (1,6 %). Avec 1,9 % en 2005, la hausse en moyenne annuelle de l'indice national est la plus faible depuis huit ans ; elle avait atteint 6,1 % en 1997 et 2,1 % en 1999. L'indice des prix du Grand Alger a progressé plus lentement que l'indice national, et sa hausse moyenne annuelle (1,6 % en 2005) est aussi l'une des plus faibles de ces dernières années.

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2005, les deux indices, national et celui du Grand Alger, ont évolué à la baisse de manière quasi-continue, portant ainsi le niveau général des prix d'octobre 2005 à sa valeur de deux ans auparavant (octobre 2003) pour le premier et à celui d'une année auparavant pour l'indice du Grand Alger. Cette évolution favorable s'est retournée au dernier trimestre qui a été caractérisé par la forte croissance des deux indices qui, en décembre 2005 avaient respectivement progressé de 25,1 points (4,2 %) et 23,4 points (3,7 %) par rapport à octobre 2005. En fin d'année 2005, l'indice national et celui du Grand Alger ont dépassé leur niveau de décembre 2004.

Depuis janvier 2005, les rythmes d'inflation en glissement annuel de l'indice national ainsi que celui du Grand Alger ont considérablement et régulièrement ralenti pour devenir négatifs

au dernier trimestre. De 4,4 % en février 2005, le glissement annuel de l'indice national a reculé à -2,3 % en novembre 2005 ; cette performance étant la meilleure depuis 31 mois. L'indice du Grand Alger a connu la même évolution décroissante partant d'un niveau moins élevé (3,5 % en février 2005) et aboutissant à un glissement négatif de 0,6 % en novembre 2005 et à un taux positif de 1,7 % en fin d'année.

Malgré la baisse du rythme d'inflation en glissement en 2005, le niveau général des prix de l'indice national en fin d'année (657,7) et celui du Grand Alger (620,0) demeurent plus élevés qu'à la fin de l'année précédente (respectivement 651,4 et 609,9 points).

L'indice national et l'indice du Grand Alger ont culminé en janvier 2005 à hauteur respectivement de 667,9 et 625,1 points puis ont décliné régulièrement pour atteindre leur minimum en juillet 2005. Au cours de cette année, l'indice national n'a enregistré que quatre baisses mensuelles dont les plus significatives ont dépassé 2 % aux mois de juillet et août. Les hausses, quant à elles, sont demeurées modérées sauf en début et fin d'année 2005. Il s'agit de janvier, novembre et décembre, trois mois au cours desquels ont été observées des hausses mensuelles comprises entre 1,2 % et 2,5 %. Excepté pour le mois de février 2005, l'indice du Grand Alger a connu une évolution similaire à celle de l'indice national.

L'indice des prix calculé pour les 10 déciles de revenus indique une hausse pour toutes les catégories. Cette hausse en moyenne annuelle est cependant moins forte que celle de l'indice global pour trois des cinq catégories aux revenus les plus faibles, leur écart négatif à la hausse moyenne se situant entre 0,6 et 0,1 point de pourcentage.

Contrairement aux années précédentes où était enregistrée la plus faible inflation pour le 1er décile (la catégorie de plus faible revenu), la hausse des prix pour ce décile est la plus élevée (2,2 %) et dépasse la hausse moyenne de 0,6 point de pourcentage. A un degré moindre, l'inflation pour le 5ème décile dépasse de 0,1 point l'inflation moyenne. La hausse des prix pour les

catégories de revenus les plus élevés (déciles 9 et 10) est identique à l'inflation moyenne (1,6 %). Pour la plupart des catégories de faibles revenus (déciles 2 à 4), la hausse du coût du panier de consommation a été très modérée et plus faible que l'inflation moyenne, les écarts négatifs variant de 0,2 à 0,6 point de pourcentage.

L'inflation a donc été plus vivement ressentie par la classe moyenne (+0,2 point pour le 5ème décile) et par la catégorie la plus pauvre (1er décile) qui consacre une très forte proportion de son revenu aux dépenses alimentaires.

L'inflation analysée selon les diverses catégories de produits indique une forte dispersion des indices. Excepté le groupe de produits (éducation, culture et loisirs) dont les prix ont baissé de 0,5 % en moyenne annuelle, les prix des sept autres groupes ont enregistré des hausses variant de 0,2 % à 13,5 %.

Contrairement à l'année précédente, les prix du groupe "alimentation" sont demeurés quasiment stables en moyenne annuelle avec une hausse de 0,2 % en 2005 alors qu'ils avaient augmenté de 3,7 % l'année précédente.

Avec de très fortes hausses dont l'une à deux chiffres, les deux groupes de services "logement et charges" et "transport et communications" se distinguent nettement. Les prix du premier ont progressé de 13,5 % et ceux du second de 8,2 %. Ces fortes hausses se cumulent avec celles, déjà significatives, de l'année précédente qui étaient respectivement de 2,5 % et de 11,2 %.

Pour la troisième année consécutive, les prix des services ont très fortement progressé en 2005 à un rythme supérieur à celui de l'année précédente, lui même déjà élevé. Avec 12,4 % de hausse moyenne annuelle en 2005, contre 9,2 % en 2004 et 4,9 % en 2003, la hausse des prix des services, malgré le faible poids de cette catégorie dans l'indice global (12,4 %), a fortement contribué à l'inflation moyenne. La croissance de l'indice des services a été principalement générée par celle du groupe transport et communication et, dans une moindre mesure, en raison de sa pondération plus faible, par celle du groupe logement.

Contrairement aux deux années précédentes au cours desquelles les prix des produits alimentaires avaient fortement augmenté, cette catégorie a enregistré une baisse de 0,7 % en 2005 contre une hausse de 3,7 % en 2004.

Cette évolution s'explique par la très bonne tenue des prix des produits agricoles frais qui ont fortement baissé de 2,2 % alors qu'ils avaient considérablement augmenté l'année précédente. Conjuguée à la légère hausse (0,8 %) des produits alimentaires industriels de plus faible pondération, cette évolution a abouti à une inflation modérée des biens alimentaires de 0,2 % au niveau national et de - 0,7 % pour le Grand Alger.

Malgré la tendance à la baisse des prix des produits agricoles frais, leur niveau demeure élevé compte tenu de la croissance de la production agricole hors céréales. La faiblesse de la régulation et de l'organisation du marché, notamment, l'allongement du circuit de distribution ne permettent toujours pas d'exploiter les opportunités offertes par la croissance de la production agricole.

Les prix des produits alimentaires industriels évoluent modérément et ils connaissent une légère hausse en moyenne annuelle (0,8 %) mais cette hausse s'accélère. Depuis 2004, l'inflation pour cette catégorie de produits dépasse 0,5 % alors qu'elle était très modérée au cours des deux années précédentes (0,2 % en 2002 et 0,4 % en 2003).

La bonne tenue des prix des produits alimentaires dont la pondération est la plus élevée dans l'indice (44,1 %) a plus que compensé la forte hausse des prix des services et a ainsi fortement limité la hausse moyenne.

L'indice des prix du groupe des services d'éducation, de loisirs et de culture a légèrement fléchi de 0,5 % au niveau national et a enregistré une hausse modérée de 0,3 % pour le Grand Alger. Ces variations sont les plus faibles depuis cinq ans.

Enfin, l'indice national du groupe de produits meubles et articles d'ameublement a évolué modérément avec une hausse de 0,8 % et celui du Grand Alger a enregistré une troisième baisse consé-

cutive de 0,3 % en 2005, après celles de 0,2 % et de 0,4 % des années 2004 et 2003. En trois ans, les prix de ces produits ont baissé de 0,9 % au niveau du Grand Alger et n'ont augmenté que de 0,7 % au niveau national.

L'inflation "sous-jacente" ou fondamentale, mesurée par l'indice hors produits agricoles frais, est estimée à 2,9 % en 2005. Cet indicateur révèle une croissance régulière et significative de l'inflation sous-jacente qui passe de 1,1 % en 2003 à 2,5 % l'année suivante pour aboutir à 2,9 % en 2005. L'inflation fondamentale de 2005 est élevée mais demeure cependant inférieure au maximum de 3,7 % atteint en 2001. Cette évolution confirme que la hausse des prix est de moins en moins imputable à la volatilité des prix des produits agricoles, mais reflète plutôt des caractéristiques structurelles.

Enfin, le différentiel d'inflation entre l'Algérie et l'Europe des 15, son premier client et fournisseur, qui était défavorable depuis le 2^{ème} trimestre 2003 s'est amélioré et est devenu à l'avantage de l'économie nationale depuis juillet 2005. L'écart des taux annuels moyens, positif et défavorable au cours des deux années précédentes (1,5 point de pourcentage en 2003 et 2,6 en 2004), est désormais négatif (0,3 point de pourcentage pour l'indice national et 0,6 point pour l'indice du Grand Alger).

La bonne tenue des prix, la faible inflation et la stabilisation des prix relatifs devraient inciter à conforter la politique de maîtrise des fondamentaux macroéconomiques indispensables à la poursuite et à l'intensification du développement économique et social dans le cadre d'une intégration efficace à l'économie mondiale.

II.4 - Evolution sociale

II.4.1 - Le développement humain

L'indice de développement humain (IDH) établi par le Programme Nations-Unies pour le Développement (PNUD) en 2005, sur la base des données économiques et sociales de l'année 2003, range l'Algérie dans le groupe des pays à développement humain moyen qui comprend 88 pays.

Cet indice composite utilise trois paramètres sociaux et économiques pertinents qui sont l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et par le taux de scolarisation ainsi que le Produit Intérieur Brut réel par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat.

II.4.2 - Evolution démographique

La population totale est estimée à 32,6 millions de personnes au 1er janvier 2005. En 2004, la population en milieu d'année s'est accrue de 528 000 personnes, soit un taux d'accroissement naturel de 1,63 %, soit un taux en hausse de 0,15 point de pourcentage par rapport à l'année 2000. Ce taux croît légèrement mais régulièrement depuis cette date.

Cette évolution est le résultat des variations opposées du taux brut de natalité qui a gagné 1,31 points, passant de 19,36 pour mille en 2000 à 20,67 pour mille en 2004, et du taux de mortalité qui a baissé de 0,23 point durant la même période pour s'établir à 4,36 pour mille en 2004.

Du fait de la croissance de la population féminine en âge de procréer, le nombre de naissances continue d'augmenter en dépit de la relative stabilité, voire du recul, des indicateurs de fécondité.

La lente mais régulière baisse du taux de fécondité (l'indice synthétique de fécondité est estimé à 2,56 enfants par femme pour 2000) indique que l'Algérie est en phase de transition démographique sous l'effet conjugué des progrès de la scolarisation des générations en âge de procréer et de l'urbanisation rapide du pays. En terme de projection à l'horizon 2030, le taux de fécondité serait voisin du taux de renouvellement démographique, soit 2,1 enfants par femme.

II.4.3 - L'éducation et la situation sanitaire

Les progrès quantitatifs enregistrés en matière d'éducation ont conduit à la scolarisation quasi universelle de la classe d'âge de six ans. La scolarisation de la classe d'âge dès 6 ans est donc quasiment totale en 2005, pendant que la population analphabète-

te de plus de 10 ans ne représente plus que 26,5 % de la population totale.

Ainsi en 2005, 581 000 enfants âgés de 6 ans soit 96 % de la classe d'âge ont été inscrits en 1^{ère} année du 1^{er} cycle scolaire et 91,1 % des enfants d'âge scolaire (6 à 15 ans), soumis à l'obligation scolaire, sont effectivement intégrés dans l'un des 3 cycles de l'école fondamentale.

Les investissements massifs destinés à la construction d'infrastructures scolaires ont permis d'accroître substantiellement le parc d'établissements scolaires constitué de 17 000 écoles primaires (+0,8 % en 2004), de 3 844 écoles fondamentales (+2,8 %) ainsi que de 1 423 lycées (+ 3,0 %). Ces nouveaux établissements ont permis de réduire la taille des divisions pédagogiques qui a diminué de 2 points en 4 ans passant de 32 élèves par division en 2000 à 30 élèves en 2004. Cette tendance s'est poursuivie au cours de l'année 2005.

Ces progrès ne doivent cependant pas occulter l'existence des disparités entre les zones rurales et urbaines et la scolarisation encore inégale des filles et des garçons. L'écart des taux de scolarisation entre filles et garçons se réduit progressivement. De 2,5 points inférieur au taux moyen en 2001, le taux de scolarisation des filles a progressé et a partiellement comblé son retard. Cet écart n'est plus que de 1,5 point en 2005.

Ces résultats quantitatifs positifs doivent cependant être tempérés du fait de performances qualitatives faibles. En effet, plus de la moitié d'une cohorte (62,9 %) n'obtient pas le premier diplôme (brevet d'enseignement fondamental) qui clôt le cycle des 9 premières classes et quasiment la même proportion (61,6 %) achève ses études secondaires sans obtenir le baccalauréat. En outre, le dixième d'une cohorte scolarisée à 6 ans n'achève pas le cursus de 6 classes des 2 premiers cycles, ce qui l'expose au risque de retomber dans l'illettrisme.

L'analphabétisme des adultes recule mais demeure préoccupant; 45,5 % des femmes adultes sont analphabètes et les femmes des zones rurales âgées de plus de 16 ans sont majoritairement illet-

trées (64,1 %) alors que cette proportion régresse à 32,2 % chez les femmes urbaines.

Au total, les progrès de la scolarisation sont de bonne augure pour le développement et la qualité des ressources humaines sur le moyen (2006 - 2010) et long termes.

Les progrès réalisés en matière de protection maternelle et infantile, notamment par la généralisation de l'accouchement en milieu hospitalier et par l'extension de la couverture vaccinale des enfants en bas âge, ont contribué à l'amélioration substantielle de l'état sanitaire de la population et à l'accroissement de son espérance de vie.

La mortalité maternelle suite à l'accouchement a sensiblement diminué. Elle a reculé de 17,9 points à hauteur de 99,5 décès pour 100 000 accouchements mais ce taux demeure élevé comparativement à celui des pays développés (6 à 17 décès pour 100 000 accouchements).

La mortalité infantile (enfants de moins de 1 an), encore importante, a fortement régressé depuis 2000. Elle a perdu 6 points en 4 ans, passant de 36,9 pour mille naissances vivantes à 30,4 pour mille et l'espérance de vie à la naissance a gagné 2,3 ans, sur la même période, pour s'établir à 74,8 ans en 2004.

II.4.4 - Activité, emploi et chômage

La population active (population en âge de travailler et cherchant un emploi) sans emploi et le taux de chômage ont tous les deux reculé. La population active sans emploi a baissé de un million de personnes, passant de 2,5 millions en 1999 à 1,5 millions en 2005, correspondant au net recul du taux de chômage. Le taux de chômage a amplement reculé au cours des cinq dernières années, pour atteindre 15,3 % en 2005 (enquête Office National des Statistiques de septembre 2005) contre 29 % en 1999. Cependant, le taux de chômage des jeunes demeure élevé et bien supérieur à la moyenne. La population active urbaine est dominante avec près de 60 % de la population active totale.

Les taux d'activité des 2 classes d'âge (25 à 29 ans et 30 à 34 ans) sont très proches et les plus élevés (56 %) ; dépassant de 15 points le taux moyen et l'écart des taux d'activité entre sexes dépasse 65 points. On recense 87,3 % d'actifs parmi les hommes âgés de 24 à 29 ans. Cette proportion baisse à 22 % pour les femmes de la même classe d'âge.

En 2005, la population occupée a progressé de 246 000 personnes à hauteur de 8,0 millions dont près de 1,17 millions de femmes (14,6 % de la population pourvue d'un emploi). Plus de la moitié (54,6 %) de la population occupée est employée dans le secteur des services. L'agriculture vient au second rang avec 17,2 % des effectifs, suivie du secteur des BTP qui emploie 15,1 % de l'ensemble. Enfin, l'industrie vient en dernière position avec 13,2 % de la population occupée, pendant que le secteur privé pourvoit quasiment aux 2/3 de l'emploi total.

Le nombre de chômeurs a diminué de 224 000 par rapport à l'année précédente et le taux de chômage a reculé de 2,4 points de pourcentage à hauteur de 15,3 %. Le nombre d'actifs à la recherche d'emploi est encore très élevé, de l'ordre de 1,45 million de personnes. Le chômage est important chez les jeunes car 27,4 % de la population active âgée de 16 à 29 ans est sans emploi et 16 % des actifs de formation supérieure sont chômeurs.

L'emploi permanent représente 65 % du total des occupés. Les salariés non permanents, les apprentis et les aides familiaux regroupent donc le tiers de l'emploi total. Le fait que 76,9 % des salariés non permanent déclarent ne pas être affiliés à la Sécurité Sociale rend cette catégorie vulnérable.

II.4.5 - Les revenus

L'indicateur synthétique du revenu par habitant, à savoir le ratio produit intérieur brut/population totale (PIB per capita), permet :

- d'une part, d'apprécier les ressources disponibles en éliminant l'effet dû à l'évolution démographique ;
- et d'autre part, de permettre les comparaisons internationales lorsque cet indicateur est exprimé dans le même numéraire (en général le dollar US).

Cet indicateur est très sensible aux variations des taux de change des devises des différents pays. Ainsi, l'appréciation du taux de change d'un pays donné par rapport au numéraire choisi augmente le revenu par habitant sans que cette hausse ne reflète nécessairement une croissance réelle de la production en volume.

Le produit intérieur brut par habitant a progressé de 18,5 % en 2005 par rapport à l'année 2004 et a quasiment doublé en six ans, passant de 1621 dollars en 1999 à 3114 dollars en 2005.

Exprimé en monnaie nationale, le revenu par habitant a plus que doublé sur la période 1999 - 2005. De 108 066 dinars en 1999, il a rapidement progressé et a été multiplié par 2,11 pour atteindre 228500 dinars en 2005. Ce qui correspond à une hausse moyenne annuelle de 13,3% sur cette même période, reflétant en grande partie la forte valorisation des exportations d'hydrocarbures.

Calculé en parité de pouvoir d'achat, le revenu national brut per capita est estimé à 6 260 dollars en 2004, ce qui place l'Algérie au dessus de la moyenne de la région méditerranéenne.

La valeur ajoutée des secteurs a progressé de 25,6 % en 2005, passant de 5075 milliards de dinars en 2004 à 6374 milliards de dinars en 2005.

En matière de répartition et pour la période 2001 - 2004, la progression de la valeur ajoutée nominale des secteurs s'est établie à 47,9 %. Cependant, l'excédent net d'exploitation des entreprises a évolué plus rapidement avec une croissance de 51,3 % et les traitements et salaires ont augmenté au rythme de 35,1%.

En valeur nominale, les traitements et salaires ont augmenté de 28,4 % en trois ans, passant de 956,9 milliards de dinars en 2001 à 1229,0 milliards en 2004 et les transferts ont progressé de 54 % sur la même période à hauteur de 772,0 milliards. Le revenu nominal des travailleurs indépendants, quant à lui, a enregistré une croissance plus rapide de 41,7 %.

Compte tenu de la hausse de 10,6 % des prix de détail, mesurée par la variation au cours de cette période (2001 - 2004) de l'indice des prix national à la consommation, la croissance réelle des revenus des salariés est estimée à 16,1 % et celle des travailleurs indépendants à 28,1 %.

Le revenu brut des ménages, incluant les transferts perçus, a progressé de 25,6 % en valeur réelle.